

Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse pour 2008

**L'agriculture à petite échelle – Une composante essentielle pour assurer
les moyens durables de subsistance face à la dégradation des sols, la
désertification et l'adaptation aux changements climatiques en Afrique.**

Forum spécial

Le 17 juin 2008, Ottawa, Ontario, Canada



Organisé par

Centre Uniféra International
Radios Rurales Internationales
UNITERRA/WUSC
Care Canada

Le conseil canadien pour la coopération internationale
Avec le soutien de l'agence canadienne de développement international

Rapport par:

Friederike Knabe, Centre International Unisféra, Montréal.

Avec l'aide de:

Kelly Barrington, Étudiante de troisième cycle, Programme de gestion de projet international, Collège Humber, Toronto;

Christina Keys, Candidate à la Maîtrise, Aménagement et développement rural international, Université Guelph; et

Christopher Braeuel, Conseiller principal en politiques, Agence canadienne de développement international, Gatineau.

Photo en couverture: Blythe McKay, Radios Rurales Internationales

Forum spécial

Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse - 2008

Le 17 juin 2008, Ottawa, Ontario, Canada

Introduction

Pour marquer la journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse pour 2008, un forum spécial s'est tenu à Ottawa sur le thème de: **L'agriculture à petite échelle – Une composante essentielle pour assurer les moyens durables de subsistance face à la dégradation des sols, la désertification et l'adaptation aux changements climatiques en Afrique.**

Le thème de cette année, « Combattre la dégradation des terres pour une agriculture durable », établit un lien direct avec le cycle actuel de la Commission de l'ONU sur le développement durable (CDD) qui se penche sur : l'agriculture, le développement rural, la terre, la sécheresse, la désertification, et l'Afrique. Il représente une occasion unique de souligner l'importance de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse (CLD) en matière de lutte contre la désertification, la dégradation des sols et l'agriculture durable dans un contexte de développement durable.

Le forum a rassemblé les représentants d'un large éventail d'organisations de la société civile canadiennes (OSC), l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et autres ministères, ainsi que des institutions nationales et internationales. Les objectifs du forum étaient:

- d'encourager le partage des connaissances, des expériences et des pratiques ainsi que des stratégies des petits exploitants agricoles en matière de gestion durable des terres pour combattre la dégradation des sols et la désertification, et pour l'adaptation aux changements climatiques dans les écosystèmes fragiles de l'Afrique;
- de promouvoir d'avantage le partage entre les organisations de développement international et environnementales;
- d'encourager une meilleure compréhension de l'importance des systèmes d'agriculture durables dans la lutte contre la dégradation des sols, la sécheresse et la désertification; et
- de marquer le 17 juin, la Journée mondiale sur la désertification, dans le contexte des priorités actuelles de la Commission du développement durable.

Les résultats anticipés du forum étaient concentrés sur une compréhension plus approfondie du rôle de l'agriculture à petite échelle dans la gestion durable et la réhabilitation des terres, ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire et la conceptualisation de stratégies pertinentes. En outre, on prévoyait un renforcement de la collaboration parmi les

organisations et des réseaux se penchant sur la question, ainsi que le développement de recommandations qui pourraient alimenter les contributions du Canada aux discussions politiques internationales du cycle 16/17 de la CDD.

Programme du forum

Carla Hogan Rufelds, ACIDI, Discours d'ouverture

Cadre international et contexte

- *Rachel McCormick, MAECI*: La Commission du développement durable (CDD), 16^e et 17^e sessions: les résultats de la 16^e session et la stratégie canadienne pour la période 2008/09.
- *Friederike Knabe, Unisféra* : Le rôle de la société civile – dans le contexte de la CLD et la CDD

Avancer les arguments en faveur de l'appui des systèmes agricoles à petite échelle en Afrique qui sont résistants et capable d'adaptation

- *Kenton Lobe, Banque de céréales vivrières du Canada*: Présentation des études de cas préparées par des membres du groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (FSPG). Les études de cas illustrent des initiatives agricoles soutenues par les membres de la FSPG.

Agriculture à petite échelle en milieu aride/écosystèmes fragiles en Afrique: Expériences, meilleures pratiques et leçons retenues. Débat d'experts.

- *Salamatou Garba, Women Farmers' Advancement Network, du nord du Nigéria* – partenaire de Radios Rurales Internationales: Comment les femmes rurales au nord du Nigeria sont affectées par la dégradation des sols et le changement climatique, et pourquoi elles doivent participer au développement de stratégies pour y faire face.
- *Dr. Francisca Smith, PhD, Bioversity International, Rome, Italie*: Agriculture à petite échelle - Implications pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des populations à faibles ressources.
- *Dr. Awegechew Teshome PhD, USC Canada*: Minimiser la dégradation des sols et la désertification grâce à la biodiversité agricole.

Discussions en petits groupes sur les recommandations émergent du débat d'experts et des études de cas, et **rapport**.

Susan Walsh, USC Canada, Évaluation et clôture

Discours d'ouverture

Carla Hogan Rufelds (ACIDI) a inauguré le forum en souhaitant la bienvenue au groupe d'orateurs et de participants rassemblés pour l'occasion. Ce groupe reflète l'approche intégrée qui doit être adoptée face au changement climatique, la désertification et la sécheresse, surtout puisque les parties prenantes multiples souhaitent amorcer un dialogue dans le but de combattre la désertification et la dégradation des sols. Le 17 Juin a été

désigné comme Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse par la l'adoption de la Convention sur la Désertification (CLD) en 1994. L'objectif était que la Convention fasse prendre conscience des problèmes de dégradation des sols, de désertification et de sécheresse, et mène à une prise en charge collective par les gouvernements et autres parties prenantes. Le site Internet www.unccd.int fournit de l'information et expose brièvement les activités ainsi que les manifestations de participants du monde entier à cette journée mondiale.

Les discussions du forum devraient aussi fournir des aperçus et de l'information aux délégués canadiens à la session 17 de la CDD. Les thèmes du cycle biennal actuel sont axés sur la lutte contre la dégradation des sols et son rapport avec la famine, l'accès à la nourriture, la pauvreté, les conflits, la migration et l'Afrique. Mme Hogan-Rufelds a énoncé que les pauvres sont les plus affectés par la dégradation des sols et la désertification surtout depuis que la demande globale en denrées alimentaires augmente et que la dégradation des sols affecte la productivité agricole. Les solutions comprennent l'agriculture durable ayant comme priorité la sécurité alimentaire pour les communautés rurales. Mme Hogan-Rufelds a conclu en réaffirmant que le Canada avait un rôle important à jouer dans la lutte contre la dégradation des sols et la désertification.

Session 1 – Cadre et contexte international

Dr. Rachel McCormick, Ministère des Affaires étrangères et du commerce international

La commission du développement durable (CDD) Sessions 16/17: Résultats de la session 16 et la stratégie canadienne pour 2008/09.

Friederike Knabe, Centre International Unisféra

Le rôle de la société civile dans le cadre de la CLD et la CDD

Dr. McCormick a fourni un aperçu du rôle de l'Agenda 21, le plan d'action résultant de la Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement (CNUED) et la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en 1992. La Commission du développement durable a été créée pour assurer la mise en oeuvre de l'Agenda 21 et son suivi, et a été conçue par un processus inclusif des gouvernements, des organisations internationales ainsi que des grands groupes et des d'experts. Afin de faciliter la participation de la société civile, l'Agenda 21 a identifié 9 groupes majeurs: les femmes, les enfants, les groupes autochtones, les ONG, les autorités locales, les travailleurs et les syndicats, les entreprises et industries, les communautés scientifiques et technologiques ainsi que les agriculteurs. Au fil des ans, la CDD a évolué dans sa manière d'aborder les divers modules thématiques et les problèmes sectoriels (l'éradication de la pauvreté, les types de consommation, la santé, l'égalité des sexes, l'éducation, le SIDA, et l'Afrique). Depuis la CDD-11, un cycle biennal a été mis en place dans lequel la première année sert d'examen des bonnes pratiques et des enseignements, et la deuxième année se concentre sur la formulation des politiques. Le cycle actuel (CDD 16/17) se concentre sur 6 thèmes inter-reliés: l'agriculture, le développement rural, le sol, la sécheresse, la désertification et l'Afrique. Les travaux de la CDD sont organisés en réunions plénières, manifestations non plénières, centres d'apprentissage, salons du partenariat et autres manifestations visant le partage d'information. Ainsi il existe plusieurs occasions pour la société civile de s'impliquer au processus.

Les rapports réguliers, parmi ceux-ci les rapports nationaux, les études de cas, le rapport du Président et les rapports du Secrétaire-général, aident à rationaliser les thèmes, partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques, à promouvoir le dialogue et à identifier les secteurs à améliorer. Les objectifs du gouvernement canadien en ce qui concerne les rapports à la CDD mettent l'accent sur l'utilisation des études de cas, le partage des leçons apprises, et la promotion d'un dialogue ouvert avec les partenaires et l'utilisation de ces outils pour améliorer les rapports futurs – en s'assurant d'un progrès. Le plus récent rapport thématique du Canada sur la désertification soumis à la Session 16 portait sur les thèmes du changement climatique, de la biodiversité, la sécurité alimentaire, les pratiques agricoles, l'irrigation, la gouvernance, le rôle des régimes fonciers, le rôle de la science et de la technologie, et les approches pour aborder ces problèmes de façon coordonnée et si possible intégrée. Pour plus d'information sur les rapports du Canada à la CDD : <http://www.un.org/esa/agenda21/natinfo/countr/canada/index.htm>.

Mme Knabe a présenté le contexte historique de la Convention contre la désertification et la sécheresse de l'ONU (CLD) – et plus spécialement sa position par rapport à la participation de la société civile. La CLD adopte une approche de partenariat holistique ascendante et à plusieurs niveaux en ce qui concerne le développement, permettant les OSC d'avoir un rôle important et efficace. Au niveau international, les OSC ont en premier lieu négocié leur pleine participation à la mise en œuvre des stratégies de la Convention, et plus tard leur contribution régulière aux dialogues concernant les politiques aux niveaux national, régional et international. Dès le début, les organisations de la société civile du Sud ont joué un rôle plus important dans le cadre de la CLD que dans d'autres conventions environnementales majeures. Ces dernières bénéficient de la participation des ONG du Nord et internationales. Il est important de prendre note que la CLD de l'ONU n'a pas adopté le concept de «Groupe Majeur» des Nations Unies quant à la participation de la société civile, affaiblissant ainsi la capacité d'organisation et de lobbying des OSC au sein des négociations internationales.

Au niveau national, la CLD de l'ONU prescrit l'inclusion des OSC dans le développement des Plans et Programmes d'Action nationaux (PAN). Le rôle des OSC comprend la facilitation et l'échange d'information, ainsi que la fonction d'effectuer son rapport auprès de leurs adhérents et publics respectifs. Les OSC ont été mises à l'épreuve de façon positive par une gamme de tâches diverses : la participation active aux négociations avec parties prenantes multiples, la compilation de stratégies basées sur les bonnes pratiques, l'établissement de points de repères afin de suivre les progrès dans la mise en œuvre régionale de la CLD; l'encouragement des approches holistiques, comprenant divers secteurs d'initiatives et l'identification des besoins à combler dans la recherche. Dans leurs capacités diverses, les OSC doivent aussi s'exprimer au nom des groupes vulnérables (par exemple les femmes, les enfants, les populations autochtones) et défendre leurs points de vue sur des sujets tels que la dégradation des sols, la désertification et la sécheresse, ainsi que sur les impacts liés au changement climatique. Le défi le plus grand pour plusieurs, souvent petites, OSC provenant des pays en voie de développement, en particulier de l'Afrique, est d'essayer de s'attacher simultanément aux politiques locales, au réseautage et à la formulation de politiques internationales. Leurs ressources et leurs capacités sont souvent insuffisantes pour réussir à opérer à tous les niveaux. Les ONG canadiennes peuvent renforcer le potentiel de leurs partenaires du Sud à participer au dialogue national sur la politique concernant la mise en œuvre de la CLD en discutant davantage avec eux de ces problèmes.

Session 2 - Avancer les arguments en faveur de l'appui des systèmes agricoles à petite échelle en Afrique qui sont résistants et capable d'adaptation

Kenton Lobe, «Banque de céréales vivrières du Canada»

Introduction à la résilience et aux études de cas présentant les initiatives agricoles subventionnées par les membres du Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (FSPG).

M. Lobe a présenté le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire qui travaille dans le but de défendre l'agriculture à petite échelle. Le groupe poursuit ses objectifs à travers des revues de littérature, en vérifiant les principes avec les partenaires du Sud et en compilant des études de cas.

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA) travaille actuellement sur sept études de cas différentes, dont cinq se rapportent à l'Afrique:

- 1- Banque de céréales vivrières du Canada – Les sols, l'alimentation et les communautés en santé – Malawi
- 2- CARE Canada – Renforcement des capacités des petits exploitants - Zambie
- 3- Radios Rurales Internationales – Feuilleton radio sur l'adaptation au changement climatique – Niger
- 4- Mennonite Central Committee – Barrages de Sable – Kenya
- 5- Union des Producteurs Agricoles – Desjardins International – Coopératives de petits exploitants – Mali

Le GRSA a particulièrement accordé de l'importance au concept de *résilience*. En toute simplicité, la résilience fait référence à l'acte de «rebondir». Cependant, les connotations sont beaucoup plus larges et sont associées au concept de développement durable. En ce sens, on peut de nos jours appliquer ce concept aux agriculteurs à petite échelle, plus que jamais auparavant. Les agriculteurs à petite échelle doivent persister ainsi que s'adapter au changement, par exemple réagir au changement climatique, à la réforme agraire, à la dégradation des sols, le SIDA, et autres facteurs socio-économiques complexes. L'invité a décrit les trois principes de la résilience, définis par le groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, applicables aux agriculteurs à petite échelle:

- Connaissance et innovation – reconnaître les connaissances locales, les technologies indigènes et soutenir les approches à l'apprentissage flexibles et adaptées;
- Diversité – bâtir sur des écosystèmes agricoles locaux, reconnaître la multi-fonctionnalité de l'agriculture et promouvoir l'élargissement des moyens de subsistance;
- Confiance et interdépendance - offrir l'opportunité d'agir collectivement au niveau communautaire et domestique, mettant en valeur et renforçant le rôle vital des femmes pour rendre possible le développement agricole à petite échelle et permettre aux enfants d'apprendre.

Blythe McKay, Radios Rurales Internationales

Feuilleton Radio sur l'adaptation au changement climatique – Une étude de cas du Nigeria

Ce projet de *Radios Rurales Internationales* vise à évaluer l'efficacité du feuilleton radio utilisé pour aider les petits exploitants agricoles dans le nord du Nigeria à s'adapter au changement

climatique. Le feuilleton radio de 26 épisodes s'intitule *In Kidi Ya Chanza (Quand le roulement de tambour change de rythme, on change nos pas de danse)* et sera diffusé en deux langues sur six stations à partir d'août 2008. Les partenaires du projet, l' *African Radio Drama Association* et la *Women Farmers Association* du Nigeria, ainsi que l'université de Guelph ont décidé de baser leurs épisodes sur les thèmes du changement climatique après avoir mené des sessions de groupes dans les communautés du Nord du Nigeria.

L'objectif est que le feuilleton radio devienne un moyen efficace pour informer un groupe de petits exploitants agricoles vulnérables sur les conséquences du changement climatique, une tâche normalement difficile puisque les bénéficiaires visés sont dispersés sur de vastes distances et sont majoritairement illettrés. Ce groupe cible est particulièrement important puisque 90% de la production agricole du Nigeria provient de petits exploitants. Les principes encouragés au sein de ce projet – connaissances, innovation et résilience – sont essentiels pour aider cette population à lutter contre les effets du changement climatique sur leurs moyens de subsistance agricoles.

Session 3 - Agriculture à petite échelle en milieu aride / Écosystèmes fragiles en Afrique: Expériences, meilleures pratiques et leçons apprises

Salamatu Garba, Women Farmers' Advancement Network, nord du Nigeria- Partenaire du Réseau des Radios Rurales

Comment les femmes rurales au nord du Nigeria sont affectées par la dégradation des sols et le changement climatique, et pourquoi elles doivent participer au développement des stratégies pour y faire face.

Francisca Smith PhD, Bioversity International, Rome Italie

Agriculture à petite échelle - Implications pour la sécurité alimentaire, nutrition et santé des populations à ressources faibles.

Awegechew Teshome PhD, USC Canada

Minimiser la dégradation des sols et la désertification par le biais de la biodiversité agricole.

Mme Garba n'a pas pu assister au forum spécial à cause de complications concernant son visa. Grâce à l'assistance du CRDI, les organisateurs ont été en mesure de l'interviewer par téléphone avant la date prévue du Forum. La transcription de la conversation est en annexe.

Mme Garba a décrit les défis majeurs auxquels les agriculteurs de Lano, au Nord du Niger font face: la dégradation des sols, les maladies du bétail, les problèmes de gestion d'eau et la diminution des précipitations, le déclin de la fertilité des sols, l'érosion, et l'insécurité alimentaire. Les mécanismes traditionnels pour remédier à la situation, tels que ramasser l'eau dans les fossés ou creuser les souterrains, les cultures intercalaires, et l'utilisation d'herbes traditionnelles pour guérir les maladies du bétail, ne suffisent plus pour atténuer la crise. Le changement climatique dans la région affecte les femmes agricultrices de façon négative, surtout car il cause l'insécurité alimentaire. En général, les femmes ne possèdent pas de connaissances techniques ou de ressources adéquates pour faire face au changement climatique. Mme Garba a fourni un exemple de la façon dont les femmes dans le village de Katai dans l'État de Kano essaient de surmonter le changement climatique seules.

L'organisation de Salamatu Garba cherche à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique en leur donnant la parole. Ils travaillent avec des agents de vulgarisation afin de propager l'information concernant les nouvelles variétés de semences, les fertilisants, la nutrition et les nouvelles alternatives d'agriculture biologique. L'organisation travaille avec le gouvernement sur les questions de politiques en jouant le rôle d'intermédiaire entre l'agriculteur rural, les responsables et les scientifiques. Mme Garba affirme que le facteur le plus important au sein des populations vulnérables telles que les femmes agricultrices, dans la lutte contre le changement climatique est le manque d'information. La tenue d'archives des tendances météorologiques est faible et il existe un besoin urgent pour les communautés, les scientifiques, et les ONG de travailler ensemble afin de mettre l'information à jour. Un autre facteur important est le manque de capacité à faire face aux défis principaux: il faudrait davantage de femmes travaillant comme agent de vulgarisation, et davantage de programmes agricoles orientés vers la lutte contre le changement climatique et les gouvernements locaux devraient renforcer la capacité de mettre en place des programmes pour lutter contre le changement climatique.

La présentation du **Dr Smith** était axée sur les liens entre l'agriculture à petite échelle, la désertification et la nutrition. Elle a déclaré que bien qu'une alimentation saine et nutritive soit un besoin humain fondamental, cette simple déclaration ne se figure pas toujours parmi les priorités des responsables.

Bioversity International effectue des recherches sur le rôle de biodiversité dans le développement grâce à la coopération des partenaires à divers niveaux, des ONG, des gouvernements, et du milieu académique. La stratégie concernant l'alimentation et la nutrition de Bioversity International est de «mobiliser la biodiversité agricole des systèmes d'alimentation traditionnels afin d'assurer la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et de la santé, surtout au sein des populations à ressources faibles». Cette stratégie est directement liée à la Déclaration mondiale et du Plan d'action pour la nutrition de 1992.

Leur approche basée sur les systèmes d'alimentation vise à revitaliser les systèmes d'alimentation traditionnels, faciliter l'accès et l'utilisation des aliments indigènes et traditionnels, et réintroduire les aliments de base là où il en manque. Le rôle de l'agriculture à petite échelle dans cette approche est vitale, car seule la biodiversité agricole peut satisfaire les besoins en oligo-éléments, ainsi que défend Mme Smith. Elle a suggéré que plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique (MDGs) peuvent être atteints grâce à l'agriculture à petite échelle. Alors que les technologies de la révolution verte, telles que les monocultures, ont fourni l'énergie calorifique suffisante à la population, il est nécessaire d'avoir un régime diversifié afin de fournir une nutrition adéquate et complète, incluant les antioxydants et les produits phytochimiques par exemple. En plus, les aliments cultivés en agriculture à petite échelle conviennent souvent mieux à l'environnement culturel et écologique local, et sont plus faciles d'accès.

Dr. Teshome a présenté des données provenant des expériences d'agriculteurs obtenues à travers les programmes de USC Canada. La «dégradation des sols» peut être définie comme un processus par lequel la qualité des ressources biophysiques se détériore relativement à leur état naturel. La «désertification» est la dégradation des ressources biophysiques dans les écosystèmes arides. Plusieurs facteurs peuvent accélérer ce processus. La dégradation des sols est souvent le résultat involontaire de mauvaises pratiques politiques et systèmes agricoles, et la nature elle-même ne doit pas être tenue responsable. USC Canada travaille dans le but de minimiser la dégradation des sols en utilisant des stratégies multiples et variées

comprenant:

- La réhabilitation environnementale;
- L'éducation à la biodiversité;
- La conservation et l'utilisation durable de la biodiversité agricole *in Situ*;
- Les jardins domestiques pour la nutrition et la production de revenus;
- La gestion participative des ressources naturelles;
- La sélection participative des semences et cultivars; et
- Les systèmes sécurisés d'approvisionnement en semences.

Ces stratégies sont réalisées par le biais de diverses pratiques agricoles qui ont montré que l'arrêt et le renversement de la désertification et de la dégradation des sols peuvent être atteints par des pratiques durables d'usage de la terre. L'intervention humaine n'est pas forcément nuisible à tous les coups puisque l'agriculteur peut aider à restaurer la capacité biophysique. Ceci s'applique particulièrement lorsque les agriculteurs utilisent une approche basée sur la biodiversité agricole: utiliser majoritairement des systèmes de production traditionnels ainsi que des sources de semences locales, et miser sur les connaissances et les pratiques locales.

Discussions plénières

Chaque session a été suivie d'une discussion portant sur les questions principales liées à l'importance de l'agriculture à petite échelle durable pour assurer les moyens de subsistance durables pour lutter contre la dégradation des sols et la désertification, et sur sa place dans le cadre international et le contexte de la CLD et du cycle actuel de la CDD. Ce qui suit est un résumé des points saillants et des questions importantes qui ont été soulevées.

L'agriculture à petite échelle et la crise alimentaire globale

- La crise alimentaire globale émergente a conféré un sentiment d'urgence au sujet de discussion du forum. Les participants ont fait part de leurs inquiétudes du fait que l'importance de ce secteur agricole soit mal comprise et semble être mise de côté au moment même d'une crise alimentaire, autant par les gouvernements que par les systèmes agricoles à grande échelle, qui ont tendance à promettre des solutions à court terme. Celles-ci n'abordent toutefois pas les conséquences sur le système de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ni les besoins de solutions à long terme. Alors que les participants ont accepté qu'en temps de crise, les gouvernements doivent miser sur la quantité plutôt que la qualité de production pour l'aide alimentaire, les stratégies à long terme doivent être développées en tandem. L'agriculture est multifonctionnelle: une manière de vivre, un moteur économique, et un fournisseur de nourriture calorifique et de santé nutritionnelle.
- Des idées fausses persistent au sujet de la validité de l'agriculture et des systèmes agricoles à petite échelle basés sur la biodiversité agricole et les aliments traditionnels, étant pourtant une composante essentielle pour assurer la sécurité alimentaire dans plusieurs pays en voie de développement. Les agriculteurs sont souvent tenus en partie responsables du problème de désertification et de dégradation des sols, ainsi que pour les récoltes à faible rendement, parce qu'ils utilisent de mauvaises pratiques agricoles, de mauvais fertilisants, ou qu'ils pratiquent le déboisement, etc. Les

agriculteurs sont essentiels dans la lutte contre la désertification et la dégradation des sols, pourtant ils doivent faire attention au type de biodiversité qu'ils encouragent puisqu'il existe plusieurs facettes à la désertification, chacune ayant ses propres conditions et solutions relatives au territoire. Une planification soigneuse de l'usage des terres est essentielle, tout comme l'est l'usage multiple des terres à l'intérieur des différents écosystèmes qui doivent répondre à différentes sensibilités et vulnérabilités. La nature est hétérogène, et l'usage des terres doit refléter la nature.

- Il existe un préjugé sous-jacent selon lequel l'agriculture à petite échelle devrait être transformée afin de réussir son développement. L'agriculture à petite échelle n'est toujours pas reconnue comme contribuant à la sécurité alimentaire; cependant 50% de l'approvisionnement alimentaire provient des petits producteurs, et 1,4 milliard de familles agricoles dépendent des semences épargnées. Le financement peut-il être réorienté vers l'agriculture à plus petite échelle plutôt que vers les grandes industries afin de maintenir d'importants profits? En temps de crise alimentaire, il est presque inévitable que les gouvernements subventionneront l'agriculture industrielle lorsque contraints de fournir une aide alimentaire à la population. Ceci affecte les budgets de recherche pour l'agriculture à petite échelle.
- L'ACDI est en train de développer une position sur la crise alimentaire. Quel type d'agriculture l'ACDI et le Canada devrait-ils soutenir? Quelle orientation devraient prendre les organisations de la société civile quant à leur apport politique au gouvernement canadien en ce qui concerne les solutions à moyen et long terme à la crise alimentaire? L'ACDI n'a pas de réponse actuellement en ce qui concerne les plans à moyen-long terme du gouvernement. L'ACDI a un nouveau président, ce qui représente une occasion de présenter les points de vue des organisations canadiennes impliquées dans le débat sur la sécurité alimentaire et pour engager l'ACDI dans un dialogue constructif.

Systèmes agricoles à petite et grande échelle

- La participation des industries agro-alimentaires, en tant que membre des délégations gouvernementales officielles, dans le cadre des débats politiques internationaux sur la sécurité alimentaire a préoccupé plusieurs participants. Le processus de la CDD, faisant de «l'entreprise et l'industrie» un des groupes majeurs grâce à sa structure de consultation spécifique, a été considéré comme une approche des plus adéquates dont la reproduction pourrait être recommandée dans le cadre d'autres processus consultatifs. En même temps, et dans un contexte plus large de sécurité alimentaire et de production alimentaire, les OSC dans le domaine de la nutrition ne peuvent ignorer les partenaires d'entreprise ou d'industrie. L'agriculture, la nutrition et la santé sont des secteurs interconnectés, et l'amorce d'un dialogue ouvert est de rigueur entre l'industrie, les gouvernements et la société civile à la recherche de solutions à long terme aux crises alimentaires comme celle-ci.
- L'échange qui a suivi entre les participants a mis l'accent sur la nutrition et le fait qu'elle soit dépendante de l'agriculture à petite échelle durable. Des semences enrichies provenant des systèmes agricoles traditionnels améliorent certainement le rendement de la production alimentaire. Les semences enrichies procurent de meilleurs oligo-éléments et antioxydants qui sont importants pour la nutrition. La monoculture à grande échelle est une réalité d'aujourd'hui; toutefois, un mariage des

deux systèmes est possible, ce qui serait sain pour tous. Afin d'assurer le plus haut niveau de micro-nutriments et de phyto-nutriments, il faut sans aucun doute améliorer les systèmes locaux et l'agriculture à petite échelle, avec l'aide de cultures riches et diverses pour procurer une alimentation suffisante. Bien que les systèmes à petite échelle aient gagné en popularité dans le débat public, il est essentiel de trouver un équilibre entre les producteurs à petite échelle et ceux à grande échelle. En Afrique, l'habitat ne convient pas souvent aux monocultures. Les écosystèmes africains dépendent de l'hétérogénéité et la diversité pour leur durabilité. Dans ce contexte, une des opportunités émergentes est dans la conceptualisation plus large de la résilience, le développement durable, et la santé de l'écosystème. Le concept de résilience devrait être examiné de plus près afin de découvrir sa réelle signification.

- Le système d'éducation dans plusieurs pays d'Afrique est inadéquat en ce qui concerne la promotion et l'enseignement des systèmes agricoles traditionnels comme étant une composante essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et le développement économique des communautés rurales. Le fait d'insister sur les monocultures et autres méthodes de la révolution verte a été contre-productif dans plusieurs régions du continent, et l'éducation influencée par les concepts de la révolution verte a trop insisté sur l'énergie plutôt que sur la nutrition. Comment peut-on encourager les systèmes d'éducation à enseigner des approches diverses et plus équilibrées? Les universités et les chercheurs doivent être encouragés à développer des curriculums basés sur l'agriculture à petite échelle durable.

Cadre international

- La CDD, le seul processus de consultation international qui applique une perspective de développement durable cohérente aux problèmes divers émergeant des débats sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, serait peut-être en mesure d'aborder les problèmes énoncés. Il faut aussi reconnaître que le rapprochement de ces thèmes importants, et l'habileté de les aborder adéquatement est un grand défi pour les structures internationales. Néanmoins, la CDD pourrait jouer un rôle majeur en mettant à l'agenda des négociations internationales le développement de stratégies à long terme, comprenant la reconnaissance de l'importance des systèmes agricoles à petite échelle. La délégation Canadienne à la CDD a été pressée de prendre en considération les problèmes des agriculteurs et des OSC travaillant avec des partenaires Africains sur des systèmes agricoles à petite échelle durables et de les inclure au processus de préparation canadien pour la prochaine session politique de la CDD en mai 2009. Les études de cas, préparées par des membres du groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire peuvent procurer des exemples et des arguments nécessaires pour donner une plus grande importance à l'agriculture à petite échelle au sein des dialogues politiques.
- Il faut augmenter les chances des organisations d'agriculteurs de participer dans le cadre des processus de négociations et de consultation internationales. Il faut que les OSC prennent la parole et deviennent 'copropriétaires' des processus de consultation, puisque ceux-ci ont un effet direct sur eux. La dernière session de la CDD n'a pu se permettre d'inviter toutes les parties prenantes à la réunion, et les agriculteurs ont été négligés. Le manque de financement est un problème sérieux. D'autre part, les processus de la CDD permettent aux agriculteurs d'être entendus à d'autres occasions lorsque les réunions ont lieu après les récoltes, offrant aux agriculteurs un moment

opportun pour se présenter. Alors que le financement est un facteur contraignant à la participation internationale des parties prenantes de la société civile, tous les efforts sont nécessaires pour permettre davantage aux agriculteurs et à leurs représentants d'accéder directement à la CDD, à la CLD et à d'autres forums apparentés.

- Pour se préparer à la CDD 17, il serait utile d'avoir un système indiquant les questions prioritaires. Cet outil devrait être utilisé pour mieux planifier l'ordre et la façon d'aborder les problèmes à moyen et à long terme. Un des buts majeurs de la prochaine conférence *sur l'efficacité de l'aide internationale* à Accra (Ghana), est d'impliquer les OSC et de faire avancer les arguments en faveur de la participation des OSC au dialogue et aux actions des parties prenantes, ce qui alimenterait par la suite le processus de la CDD.
- En conclusion, il a été convenu qu'il faut rassembler les groupes de développement durable sous un même « chapiteau », soit la CDD, dans le but d'aborder les diverses questions soulevées. Les OSC intéressées à participer au processus canadien de préparation à la session 17 de la CDD peuvent s'inscrire à la liste de distribution, un outil utile pour le partage d'information et la participation, en envoyant un courriel à: csdcanadasubscribe@groups.takingitglobal.org

Session 4 – Discussion en petits groupes

Trois petits groupes ont été formés afin de poursuivre les thèmes soulevés durant la journée et de formuler des recommandations si possible.

La résilience en agriculture à petite échelle – un paradigme émergent

- Il y a autant de place pour l'agriculture à petite échelle que pour l'agriculture à grande échelle pour la production alimentaire, cependant, on doit établir des sauvegardes pour l'agriculture à petite échelle.
- Chaque pays faisant de la production alimentaire devrait mettre l'accent sur l'autosuffisance agricole. Alors que certains pays peuvent et devraient faire exporter certaines cultures pour produire du revenu, on devrait miser sur l'alimentation de la population locale avec les produits alimentaires cultivés dans la région.
- On devrait miser davantage sur l'agriculture intégrée que les monocultures. On devrait produire des aliments traditionnels destinés à la consommation locale, ainsi que des cultures modernes pour l'exportation. Les gouvernements comme les agriculteurs doivent réfléchir à la résilience lors de la planification à long terme.
- Comme chaque pays, avec son gouvernement, fait la planification de stratégies visant à réduire la pauvreté, il est important d'évaluer la résilience de son système de production alimentaire vis-à-vis des tendances futures et de la satisfaction des besoins alimentaires de ses habitants.

Le rôle du secteur privé

- Le secteur privé et corporatif joue un rôle vital dans l'industrie agricole, et ne peut être ignoré par les gouvernements, les OSC ou les agriculteurs. On encourage plutôt le

dialogue ouvert dans le but d'aider à satisfaire les besoins de la production alimentaire des populations régionales et des marchés.

- Les entreprises exercent un lobbying très influent auprès des gouvernements et des petits exploitants agricoles. Par conséquent, des sauvegardes devraient être mises en place afin de surveiller les activités de l'industrie pour éviter les actions négatives.
- Les gouvernements fédéraux doivent mener par l'exemple. Afin que le gouvernement puisse guider l'industrie, il doit lui-même soutenir la production alimentaire locale/traditionnelle ainsi que l'idéologie de l'autosuffisance. L'éducation au développement durable devrait être introduite dans chaque département.
- Les stratégies de l'ACDI concernant la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire devraient être directement liées aux stratégies d'agriculture durable. L'évaluation stratégique environnementale du Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID) peut servir d'exemple à l'ACDI dans le secteur de l'évaluation environnementale en agriculture.
- Il devrait y avoir une distinction claire entre le statut de possession (petit exploitant agricole vs. corporation), la taille de l'exploitation (petite vs. grosse) et l'impact sur l'environnement (durable vs. érosif/destructeur) de chaque exploitation agricole sans faire de supposition par rapport aux autres (par exemple, associer de façon négative les entreprises avec les pratiques agricoles non durables, car toute exploitation agricole (petite ou grosse, d'entreprise ou non) peut être pratiquée de façon destructrice/érosive).

La crise alimentaire

- Cette crise ne ressemble à aucune autre crise que le monde ait vécue auparavant. Elle ne peut être vaincue en ne faisant appel qu'à l'aide alimentaire, qui est en soi une solution à court terme. Les solutions à moyen et long termes doivent être développées en tandem.
- Plusieurs facteurs intégrés sont en cause pour cette crise (par exemple, les bio-carburants, les spéculations du marché, la dégradation des sols, le changement climatique, etc.).
- Cette crise se fait surtout ressentir dans les milieux pauvres urbains, car ces habitants sont dépendants des marchés en tant que principale source alimentaire, mais elle sera aussi ressentie par d'autres.
- La résistance dans la résolution de ce problème sera difficile à percer. Plusieurs groupes de pression rendent le développement des solutions difficile. Premièrement, le prix des aliments pour les agriculteurs a augmenté; deuxièmement, des acteurs importants, tels que les gouvernements, utilisent toujours une grande partie de leur production agricole pour la production de bio-carburants. Troisièmement, plusieurs taxes sont toujours en place.

Évaluation et sommaire

Mme Walsh, de USC Canada, a clôturé le forum spécial en soulignant les messages clefs de la journée et a proposé un plan de suivi. Elle a rappelé que la réunion se focalisait sur la désertification et la dégradation des sols dans le contexte des conventions internationales, le processus de la CDD, et la crise alimentaire actuelle. Les discussions du forum ont démontré que les défis et les opportunités doivent être abordés de façon holistique et intégrée. Il y a une convergence évidente au sein des conventions environnementales internationales avec la CLD traitant à la fois de l'aspect environnemental et l'aspect socio-économique du problème. Le processus de la CDD peut faire avancer les consultations vers l'adoption de nouvelles politiques et stratégies de mise en oeuvre.

L'évaluation des participants a réitéré l'importance du forum qui a amplement donné l'occasion de découvrir les problèmes et les opportunités politiques. Les participants ont apprécié les thèmes divers discutés ainsi que l'occasion d'échanger des expériences.

Grâce à une prise de conscience générale concernant la crise alimentaire globale, la société civile doit amener le gouvernement à être plus responsable quant à la crise alimentaire et encourager l'action. Les OSC ainsi que les agriculteurs doivent se faire entendre et comprendre davantage, car ils sont au cœur du problème. Les médias et les organisations communautaires ont la responsabilité de faire comprendre au grand public son importance afin d'adopter une approche plus holistique face à la crise alimentaire.

Le concept de résilience est souvent évoqué sans être entièrement compris. Le rôle des OSC et du gouvernement est de travailler dans le but de renforcer la résilience. L'utilisation des approches basées sur l'écosystème et la biodiversité agricole aidera à renforcer la résilience. La diversité est une stratégie vitale pour la minimisation et l'adaptation au changement climatique, et la dégradation des sols.

Le secteur privé doit être introduit au débat sur les modèles agricoles à petite échelle et durables qui ne vont pas à l'encontre de l'environnement et de la santé nutritionnelle. Les OSC ont clairement des opinions mitigées à l'idée de s'allier à ce secteur; cependant, les OSC doivent avoir la possibilité de maintenir un droit de parole, clair et puissant.

L'éducation doit devenir un outil pour faire prendre conscience des problèmes discutés. Il faut y arriver en agissant à différents niveaux, en commençant par nos actions individuelles et nos habitudes de consommation. Les agriculteurs et les OSC doivent faire pression auprès des gouvernements aux niveaux régional et national. Nous devons aussi informer les délégués dans le cadre des conférences internationales et les aider à s'instruire dans ce domaine. Les universités devraient étendre leurs recherches dans le domaine de production alimentaire de qualité et riche en nutriments plutôt que dans la production actuelle axée sur la quantité d'aliments, riches en calories et souvent non nutritifs.

La société civile doit jouer un rôle important dans la lutte contre la crise alimentaire. Les Canadiens commencent à ressentir les conséquences de la crise alimentaire, ainsi cela devrait encourager le gouvernement à agir. Les OSC doivent soutenir les politiques mettant l'alimentation et les agriculteurs au premier plan.

Recommandations de Suivi

- Vu que l'ACDI n'a pas encore développé sa position sur la crise alimentaire, les organisations de la société civile devraient contribuer aux travaux du nouveau Groupe de travail inter-ministériel sur la crise alimentaire et transmettre leurs contributions au nouveau Président de l'ACDI à travers le Groupe de réflexion sur la Sécurité Alimentaire (GTSA).
- Les OSC devraient développer leurs propres politiques et stratégies sur la crise alimentaire, incluant l'éducation, la recherche appliquée et les politiques, et partager ces politiques avec l'ACDI dans le cadre de la CDD.
- Les discussions quant au concept de résilience devraient être continuellement raffinées et rendues publiques suite à ce Forum.
- Les OSC devraient s'engager plus activement dans les processus de la CDD et de la CLD sur la base de leur expérience et expertise :
 - La liste de distribution spécialement créé pour les consultations de la CDD 17 fournira un appui à la participation
 - Le projet de rassemblement d'études de cas du GTSA sera continué et disséminé à un public plus large
 - Les OSC s'engagent à continuer les discussions selon les résultats de ce Forum, à disséminer le rapport à ceux qui n'ont pas pu y participer ainsi qu'à poursuivre leurs efforts d'apprentissage et de réseautage.

Liste des abréviations

ARDA – African Radio Drama Association
ACDI – Agence canadienne de développement international
CDD – Commission du développement durable
OSC – Organisation de la société civile
FAO – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GRSA – Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire
MAECI– Affaires étrangères et Commerce international canada
OMD – Objectifs du Millénaire pour le développement
CNUED – Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement
ONG – Organisation non gouvernementale
ONU – Organisation des Nations Unies
PAN – Plan d'action national
CLD – Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse
PNUE – Programme des Nations Unies sur l'environnement
USC Canada – précédemment Unitarian Service Committee
UPA-DI – Union des Producteurs Agricole - Développement International

Liste des participants

Forum Afrique-Canada

Sylvie Perras

Aga Khan Foundation

Abid A. Mallick

Bioversity International

Francisca Smith

CARE

Shameza Abdulla

Canadian Co-operative Association

Rodd Myers

Conseil Canadien de Coopération Internationale

Dana Stefov

Réseau Canadien Environnemental

Monique Lefebvre

Banque de Céréales vivrières du Canada

Kenton Lobe

CHF – Partners in Rural Development

Samantha Boardley

Agence Canadienne de Développement International

Carla Hogan Rufelds

Mushtaq Ahmed

Kamoji Wachiira

Nikita Eriksen-Hamel

Iain MacGillivray

Bianca Martinez-Alvarado

Sheila Riordon

Harriet Roos

Marie Aline Wood

CUSO

Susan Learoyd

Ministère des Affaires étrangères et du commerce international

Rachel McCormick

Radios Rurales Internationales

Blythe McKay

Kevin Perkins

Sheila Huggins-Rao

Nelly Bassily

CRDI

Heidi Braun

Abigail Cruickshank

Marbek Resource Consultants

John van Mossel

Ottawa University

Robert Kibugi

Thomas Burelli

Carla Gomez Wichtendahl

OXFAM Canada

Vicky Schreiber

Presbyterian World Service and Development (PWS&D)

Bella Lam

Centre International Unisféra

Friederike Knabe

Joana Talafré

Marie-Pier Côté

USC Canada

Susan Walsh

Awegechew Teshome

Faris Ahmed

Kate Green

Vision Mondiale

Kioko Munyao

UNITERRA/WUSC

Joanne Owens

Rapporteurs/Bénévoles

Kelly Barrington

Christina Keys

Kathryn McCracken

Notes biographiques

Salamatu Garba

Depuis 1995, M^{me} Salamatu Garba a joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied et la direction de Women Farmers Advancement Network, une organisation non gouvernementale oeuvrant dans le nord du Nigeria. Elle est présentement coordonnatrice nationale de ce réseau, qui fournit une vaste gamme de services aux collectivités rurales – en particulier aux femmes et aux enfants – dans le but de favoriser leur autonomisation sur les plans économique, social et politique. En 2007, Salamatu a été consultante aux fins d'une enquête financée par le CRDI sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques qui sont prises par les agriculteurs de plusieurs États du Nigeria. En 2006, elle a oeuvré comme consultante dans le cadre d'un projet de l'UNICEF portant sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène et aussi dans le cadre d'un projet de la Sorghum Alliance visant à aider 900 agriculteurs à accroître leur production de sorgho. En 2005, elle a pris part à un programme du PNUD qui a recensé les méthodes d'exploitation agricole traditionnelles dans le but d'améliorer les techniques utilisées.

Salamatu est titulaire d'un baccalauréat ès sciences avec spécialisation en botanique et d'une maîtrise ès sciences avec spécialisation en pathologie végétale de l'Université Ahmadu Bello, à Zaria, au Nigeria. Le Centre for International Development and Training, au Royaume-Uni, lui a décerné la bourse de formation en sexospécificités. Elle a également été formée, dans différents établissements d'enseignement d'Europe et d'Afrique, en matière de leadership communautaire, de pratiques communautaires de gestion de l'eau, de réduction du VIH/sida, de changement social, de stratégies de plaidoyer et de développement des enfants.

Tout au long de sa carrière, Salamatu a travaillé avec beaucoup de détermination à mobiliser et à former les collectivités rurales du nord du Nigeria quant aux questions touchant le développement des enfants et les soins de santé qui leur sont prodigués, l'hygiène sexuelle et la santé génésique, les stratégies de réduction du VIH/sida, les droits des femmes et des enfants dans l'islam, la maternité sans risques, la santé publique et l'hygiène personnelle. Parmi ses réalisations, on peut mentionner, à titre d'exemples, la direction d'un plan d'action communautaire visant à réduire les migrations urbaines et rurales dans plusieurs collectivités, la coordination d'une campagne d'éducation sur l'utilisation de compost et d'engrais organiques dans la culture du niébé et de l'arachide et la formation de collectivités rurales au sujet des techniques de purification de l'eau. Elle est particulièrement versée dans le recours à des démarches participatives axées sur l'apprentissage et l'action qui visent à faciliter le développement communautaire et la modification des comportements.

Friederike Knabe

Avec trente ans d'expérience en promotion du développement international et des droits humains, Friederike Knabe a travaillé comme gestionnaire sénior dans des organisations à but non lucratif en Europe et au Canada, ainsi qu'en tant que consultante indépendante. Depuis 1995, elle a participé à la plupart des sessions de négociation et Conférences des parties de la Convention sur la lutte contre la désertification (CLD) et est devenue un des experts principaux sur le rôle de la société civile dans le cadre de la Convention. En tant que membre proéminent du réseau international des ONG sur la Désertification (RIOD), elle a travaillé en étroite collaboration avec les organisations de la société civile des pays du Sud et

du Canada sur des questions liées au contexte de la CLD et d'autres conventions environnementales.

En tant que consultante, elle a mis de plus en plus l'accent sur les liens et les synergies entre le développement humain et la durabilité environnementale, avec une attention particulière aux zones arides de l'Afrique. Récemment, elle a entrepris un certain nombre de mandats en tant qu'analyste des politiques sur des sujets touchant à la gestion durable des terres, l'adaptation au changement climatique et le renforcement des capacités en Afrique, l'intégration des questions relatives à l'égalité entre les sexes dans les programmes de développement, et a contribué à plusieurs publications sur des questions connexes de politique internationale. Elle a également développé des outils d'éducation, animé des ateliers et de sessions de formation dans ces domaines.

Kenton Lobe

Kenton Lobe est Conseiller politique à la Banque de céréales vivrières du Canada à Winnipeg, où il se penche sur les questions de commerce agricole, du droit humain à l'alimentation, et sur l'importance de l'agriculture à petite échelle pour la sécurité alimentaire communautaire. En plus de ses fonctions à la Banque, Kenton enseigne à temps partiel à la faculté de développement international et d'études environnementales de l'Université Mennonite du Canada. Kenton a travaillé et vécu en Inde, Haiti et à Hong Kong. Avant d'entreprendre ses fonctions actuelles, Kenton était professeur de géographie au niveau secondaire. En 2002, il a complété une Maîtrise en Gestion des ressources naturelles de l'Université du Manitoba. Sa recherche et sa thèse portaient sur les implications de la globalisation des marchés de la crevette pour une communauté de pêcheurs traditionnels de Kerala, au Sud de l'Inde. Il a publié de nombreux chapitres de livres et d'articles sur des sujets tels que les pêcheries de petite envergure en Asie du Sud, la révolution verte en Afrique, la gestion communautaire des forêts, et la politique canadienne en matière d'évaluation environnementale. Kenton est marié et a deux enfants, avec lesquels il aime s'adonner au jardinage.

Rachel McCormick

Rachel McCormick est directrice adjointe de la division de l'Environnement et du développement durable au Ministère des affaires étrangères et du commerce international du Canada. Elle agit à titre de coordonatrice nationale pour le processus de la Commission sur le Développement Durable des Nations Unies et représente le ministère à la Commission nord-américaine sur la coopération environnementale. Rachel a préalablement occupé les postes d'agent économique au sein de la division du Commerce et environnement à l'Organisation mondiale du commerce à Genève et de Conseillère environnementale pour le sommet du G8 de 2002 à Kananaskis. En 2004, Rachel a complété son doctorat en Sciences de l'Environnement à l'Université de Calgary. Elle détient également des diplômes en Études environnementales et économie de l'Université de Saskatchewan. Rachel est née et a grandi à Saskatoon, Saskatchewan et continue à porter les Prairies canadiennes dans son cœur.

Francisca Smith

Ifeyironwa Francisca Smith une formation de nutritionniste et diététicienne clinique. Elle a par le passé agi à titre de Maître des conférences en Alimentation et Nutrition à la faculté des

Sciences de la santé de l'Université Obafemi Awolowo à Ife-Ife au Nigeria et a également occupé les fonctions de Consultante et chef du département de diététique l'hôpital enseignant de l'université. En dehors de l'hôpital, elle s'est penchée dans ses recherches sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec une attention particulière sur l'utilisation rationnelle des ressources alimentaires disponibles au sein des systèmes alimentaires traditionnels afin d'assurer une nutrition adéquate à tous les groupes sociaux. Elle a publié deux ouvrages traitant des questions alimentaires, de la nutrition et de la santé en Afrique sub-saharienne.

Francisca a travaillé pendant 16 ans en tant que consultante pour un bon nombre d'organisations internationales, incluant le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Initiative sur les micro-nutriments, le Centre de recherche sur le développement international (CRDI), l'ACDI, CARE Canada et l'Institut international sur les ressources génétiques (IPGRI), maintenant connu sous le nom de Bioversity International. Dr. Smith travaille présentement en tant que chercheur associé en nutrition à Bioversity International ou elle participe au développement du nouveau programme sur la nutrition et l'alimentation de l'organisation, qui se penche sur la mobilisation de la biodiversité agricole pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé.

Awegechew Teshome

Dr. Awegechew Teshome est Conseiller scientifique international pour le programme Semences de Survie (SOS), un organisme de conservation, d'amélioration et d'utilisation des semences dirigé par des agriculteurs. Il est également personne-ressource et formateur lors des séances de formation de USC International sur la conservation et l'utilisation des ressources génétiques. Par le passé, il a occupé les fonctions de Chercheur et chef de projet à l'Université d'Ottawa et a enseigné à l'Université Carlton; il a également été Gestionnaire de projet en Éthiopie, Chercheur associé au CRDI, et chercheur en ressources génétiques à l'Institut international sur les Ressources génétiques (IPGRI) à Rome, où il s'est penché sur la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques végétales dans 9 pays. Dr. Teshome est également le titulaire de la bourse prestigieuse Vavilov-Franklin.

Dr. Teshome a publié de nombreux articles scientifiques relatifs à la conservation, l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, portant une attention particulière aux fonction des écosystèmes agroécologiques. Sa recherche vise à placer la gestion des ressources génétiques au sein d'un contexte écosystémique et examine les interactions entre les facteurs biotiques, abiotiques et humains dans la gestion des ressources biologiques. Il est profondément engagé dans une approche qui vise à travailler directement avec les agriculteurs en vue de documenter et de valider leurs connaissances et pratiques en matière de gestion des ressources biologiques. Dr. Teshome est motivé par l'idée de marier les systèmes traditionnels agricoles aux approches scientifiques afin de relever les défis de la conservation, de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et environnementale, et afin de renforcer la capacité des agriculteurs à gérer leurs ressources génétiques à travers de bonnes politiques et une juste gouvernance.

Susan Walsh

Susan Walsh est Directrice générale de USC Canada, une des plus anciennes organisations canadiennes oeuvrant en développement international. Partant d'une tradition visant à promouvoir le développement communautaire autonome, le travail d'USC Canada vise la

création de fermes familiales et de communautés rurales épanouies et d'écosystèmes sains à travers le monde.

Susan a débuté comme Agent de programme au sein du Unitarian Service Committee dans les années 80. Depuis, elle a passé deux ans à la tête de l'Association pour la Journée mondiale sur l'alimentation, et elle également occupé les fonctions de Directrice des programmes en Amérique latine au sein de la *Canadian Lutheran World Relief* pendant plus de dix ans. En 2004, elle revenait à USC Canada à Ottawa, cette fois pour diriger l'organisation en tant que Directrice générale.

Susan est titulaire de diplômes de l'Université Simon Fraser et de l'Université du Manitoba. Son programme de doctorat en anthropologie culturelle lui a permis de se pencher sur les stratégies adaptatives et la résilience des cultivateurs de pommes de terre, en particulier leur capacité à s'épanouir au sein d'écosystèmes complexes. Cette recherche, qui a mené Susan et sa famille jusqu'aux plateaux méridionaux de la Bolivie en 2000, a nourri son dévouement à la promotion de stratégies qui renforcent les droits fondamentaux et culturels des communautés autochtones et marginalisées. Susan a également une longue expérience de formation en gestion coopérative des conflits. Ses autres passions professionnelles incluent la justice entre les sexes, la protection de l'environnement et le travail avec les jeunes. En plus de ses fonctions en tant que directrice d'USC Canada, et de ses déplacements dans le cadre de ses fonctions, Susan donne un cours de troisième année en Développement communautaire dans un contexte international à la faculté de Travail social de l'Université Carleton.

Présentations PowerPoint

1 - Rachel McCormick, MAECI

La Commission du développement durable (CDD), 16^e et 17^e sessions: les résultats de la 16^e session et la stratégie canadienne pour la période 2008/09.

2 - Friederike Knabe, Centre Unisfera International

Le rôle de la société civile – dans le contexte de l'ONU et la CDD

3 - Kenton Lobe, Canadian Food Grains Bank

Introduction au concept de résilience et présentation d'études de cas démontrant des initiatives agricoles supportées par les membres de la FSPG.

4 - Blythe McKay, Radios Rurales Internationales

Feuilleton radio sur l'adaptation au changement climatique, une étude de cas du Niger

5 - Salamatou Garba - Women Farmers' Advancement Network, Nord du Niger - Farm Radio International partner - Transcription

Comment les femmes rurales au nord du Niger sont affectées par la dégradation des sols et le changement climatique, et pourquoi elles doivent participer au développement de stratégies pour y faire face

6 - Francisca Smith PhD - Bioversity International, Rome, Italie

Agriculture à petite échelle - Implications pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des populations à ressources faibles

7 – Awegechew Teshome PhD – USC Canada

Minimiser la dégradation des sols et la désertification avec la biodiversité agricole.